

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant décision après examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
SARL DE GASTRY à Plumieux

Le préfet des Côtes-d'Armor

Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2022 autorisant la SARL DE GASTRY, dont le siège social est situé lieu-dit « GASTRY » à Plumieux, à exploiter à cette adresse un élevage porcin de 1413 animaux équivalents et 3060 emplacements de porcs de production de 30 kg ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2025-22-0024 présentée par la SARL DE GASTRY relative au projet de :

- restructuration de l'élevage porcin avec suppression des gestantes maternité, extension du post-sevrage et transformation des places gestante, maternité et quarantaine en emplacements de porcs en production pour un total de 3060 emplacements

lieu-dit « GASTRY » sur le territoire de la commune de Plumieux, reçue le 4 septembre 2025 et considérée complète le 10 septembre 2025 et les plans joints ;

Vu l'arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas du 17 septembre 2025 dispensant la SARL DE GASTRY de la production d'une étude d'impact pour le projet susvisé ;

Vu l'erreur matérielle dans la rédaction de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas du 17 septembre 2025 ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant les caractéristiques des projets :

- absence d'augmentation de la rubrique principale 3660-b ;
- volume d'activité ayant déjà fait l'objet d'une récente évaluation environnementale du 12 avril au 16 mai 2022 ;
- pas de construction ni d'extension de bâtiment ;
- maintien du plan d'épandage autorisé ;

Considérant la localisation du projet :

- hors zone protégée, zone humide et site Natura 2000 ;
- en dehors de zone fortement urbanisée et à distance des tiers ;

Considérant les caractéristiques de l'impact potentiel :

- projet prévu en restructuration des bâtiments existants ;
- diminution de l'impact environnemental et visuel du fait de l'abandon de la construction de la porcherie P13 de 1700 emplacements de porcs de production et P12 de 300 places post-sevrage ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Considérant l'erreur matérielle dans la rédaction de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas du 17 septembre 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de réaménagement interne, au nom de la SARL DE GASTRY, des emplacements autorisés de porcs en production de plus de 30 kg d'une capacité totale de 3060 emplacements soumise à autorisation rubrique 3660-b avec abandon de la construction d'une porcherie P13 de 1700 emplacements de porcs en production et aménagement de ces places dans les porcheries existantes ainsi que la restructuration, dans les bâtiments existants, d'un élevage de porcs soumis à enregistrement rubrique 2102-1 avec abandon de la construction de la porcherie P12 et passage de 1413 à 464 animaux équivalents, lieu dit «Gastry» Le Cambout à Plumieux, est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

L'arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas du 17 septembre 2025 est rapporté.

Article 5 - Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant quatre mois minimum

Article 6 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes-d'Armor - Direction départementale de la protection des populations - service PRE - 9 rue du Sabot - 22440 Ploufragan ;
- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction générale de la prévention des risques - Grande arche de la défense paroi sud - 92055 La Défense cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plumieux et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le 03 NOV. 2025
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Georges SALAÜN